

RAPPORT CANADIEN SUR LE DÉVELOPPEMENT

1 9 9 9



LA SOCIÉTÉ CIVILE ET  
LE CHANGEMENT MONDIAL

Tour d'horizon



L'INSTITUT NORD-SUD

## TOUR D'HORIZON

**I**l existe aujourd'hui, au Canada, quelque 175 000 organismes bénévoles sans but lucratif qui fournissent des services communautaires; organisent des activités culturelles, éducatives et sportives; et exercent des pressions pour changer le paysage politique. On doit à ces organismes et à leurs homologues partout dans le monde — tous membres de la société civile — une bonne part des changements constructifs qui se produisent aujourd'hui sur la planète. Mais dans quelle mesure le travail de ces organismes porte-t-il pleinement ses fruits ?

*Le Rapport canadien sur le développement 1999 (RCD 1999) présente des douzaines d'organisations canadiennes qui s'emploient à créer un monde plus juste. Il examine ainsi les façons dont la société canadienne soutient l'expression collective de la justice sociale, économique, politique et environnementale, tant à domicile qu'à l'étranger. Chaque chapitre aborde les mesures prises par les organisations de la société civile canadiennes dans une sphère d'activité ainsi que les grandes questions auxquelles chacune d'elles doit faire face. Pris ensemble, tous les chapitres de ce rapport font le bilan d'un secteur de la société dynamique et engagé, dont les efforts ont été couronnés de succès, souvent contre vents et marées.*

Le 1<sup>er</sup> mars 1999, à midi, les cloches du monde entier carillonnaient l'entrée en vigueur du Traité d'Ottawa, comme on désigne aujourd'hui la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Cet événement mérite d'être souligné, ne serait-ce qu'en raison de la rapidité avec laquelle la Convention a pris force de loi. Comme certains politologues ont pu le dire, il s'est agi d'un conte de fées où David triomphe de Goliath, et le nouveau partenariat entre la société civile et les États de même sensibilité, qui ont rendu possible l'existence de ce traité, a été annoncé comme préfigurant l'avènement d'un « superpouvoir ».

Le succès de la campagne mondiale visant à interdire les mines antipersonnel a été retentissant. Pourtant, ce n'est là qu'un seul exemple de la façon dont s'y prennent les organisations de la société civile, qu'il s'agisse d'églises ou de partis politiques, d'associations de guides ou de clubs sportifs, pour amener le changement, quel qu'il soit, tant ici qu'à l'étranger (voir l'encadré 1).

Le travail de la société civile est important pour l'économie et la société en général. On estime en effet que le secteur canadien du bénévolat assure pour plus de 3 000 \$ de services par personne.

Chaque année au Canada, plus de 1,1 milliard d'heures sont données par seulement 75 000 œuvres de bienfaisance et près de 90 milliards de dollars passent entre leurs mains sous formes de subventions publiques et autres dons individuels ou corporatifs. Plus important encore, la moitié des Canadiens — soit plus de 12 millions de personnes — jouent un rôle actif au sein d'une quelconque organisation de la société civile.

### Un pont entre le Nord et le Sud

S'il est vrai que les organisations de la société civile assurent une part importante des services sociaux à l'échelle nationale, elles sont aussi un important vecteur d'acheminement de l'aide canadienne à l'étranger de même que des acteurs de premier plan dans les liens qui se tissent entre le Canada et les pays en développement. Les organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes spécialisées dans les dossiers du développement international — il y en a à peu près 300 — sont présentes dans au moins 79 pays du Sud et recueillent chaque année environ 412 millions de dollars en dons du public, qui s'ajoutent aux 209 millions de crédits accordés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Toutes

catégories confondues, les fonds dépensés par les ONG représentent presque 22 p. 100 des dépenses du Canada au titre de l'aide au développement, soit un des pourcentages les plus élevés du monde.

Les ONG constituent un groupe très divers, depuis les petites initiatives lancées par des bénévoles jusqu'aux grosses organisations pourvues de personnel, dont les mandats varient, allant de la sensibilisation du public canadien aux questions mondiales jusqu'à la mise en œuvre de projets touchant l'agriculture, la santé, l'éducation et d'autres encore dans les pays en développement. Et il semble que ces organisations soient aussi efficaces, sinon plus, que leurs homologues officiels pour apporter cette aide, ce qui s'explique dans une large mesure par leurs connaissances approfondies des populations et des pays qu'elles servent. Comme Ian Smillie, auteur et spécialiste des questions de développement, l'explique, leur efficacité est également due à leur souplesse et à leur faculté d'adaptation.

Si l'origine des OSC pour le développement remonte aux mouvements missionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle, elles ont vraiment pris leur essor dans les années 1960 et 1970, qui ont vu leurs nombres se multiplier et des milliers de Canadiens rejoindre leurs rangs comme bénévoles tant ici qu'à l'étranger. À l'heure actuelle, explique Smillie, leurs rapports avec le public canadien sont de trois types : contributions bénévoles en temps et en travail; dons d'argent; travail éducatif et d'action sociale. En fait, à l'aune des dons, l'appui du public à la cause du développement à laquelle travaillent ces organisations n'a cessé d'augmenter régulièrement depuis les années 1960 (voir l'encadré 2).

### UNE ACTION TOUS AZIMUTS

Le *Rapport canadien sur le développement 1999* se limite à quelques-uns seulement des nombreux domaines dans lesquels œuvrent les OSC internationales : le développement international, l'environnement, la sécurité alimentaire, le commerce alternatif, l'égalité des sexes, les droits de la personne et la prévention des conflits. Toutes ces organisations incarnent les attributs indispensables à une société civile progressiste, c'est-à-dire capable de rassembler les principaux intervenants et de lancer un vrai débat afin de déterminer les orientations et les résultats.

Par exemple, un grand nombre des 1 300 associations, ONG et réseaux de défense et de protection de l'environnement au Canada sont en rapport avec des groupes du Sud. Ces relations ont aidé un grand nombre d'entre eux à établir les liens entre les problèmes nationaux et

### TACTIQUES ET SUCCÈS

Les OSC canadiennes ont recours à toute une gamme de tactiques privées et publiques pour atteindre leurs objectifs : prises de contact individuelles; revendication publique du changement; lobbying national et international; création de coalitions, de réseaux et de partenariats; lancement de campagnes médiatiques et éducatives pour sensibiliser l'opinion publique; contrôle de l'action gouvernementale et dénonciation des échecs; lancement d'initiatives locales, nationales et mondiales; soutien aux groupes existants; et intervention sur la scène internationale. Les OSC travaillent avec des particuliers, des groupes et des coalitions; ouvertement en public ou discrètement en coulisse; dans les salles de réunion privées, dans les organisations internationales et sur Internet. Elles sont également présentes sur le terrain, au Canada et à l'étranger, pour mettre en œuvre programmes et projets.

Et nombreux sont les succès qu'elles ont remportés. En voici quelques-uns :

- Depuis 1972, des groupes de recherche et d'intérêt public sur les campus partout au Canada ont attiré l'attention sur les problèmes écologiques. Parmi les activités récentes, citons leurs travaux d'avant-garde sur la Baie James au Québec, le barrage de Narmada en Inde et celui des Trois Gorges en Chine.
- Un réseau d'OSC qui s'étend à au moins 70 pays — dont au Canada, le Conseil des Canadiens — a joué un rôle déterminant pour mettre fin aux négociations de l'Accord multilatéral sur l'investissement en 1998. Cette alliance a réussi à mettre les négociations sous le projecteur, à expliquer à tous ce que seraient ses répercussions, et à contester l'Accord en fonction des principes démocratiques et des droits de la personne.
- Le *Global Network on Food Security* a réuni le gouvernement canadien, le secteur privé et les organisations de la société civile pour définir ensemble la position du Canada au Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et les engagements canadiens au titre du Plan d'action national pour la sécurité alimentaire qui lui a fait suite.
- Le CCASF et Intercede, groupe de défense des droits des employées domestiques au Canada, se sont joints à des groupes de femmes d'Asie et du Pacifique pour organiser la Deuxième conférence des femmes contre l'APEC et la Journée internationale de protestation à l'occasion des réunions du Forum de la Coopération économique Asie-Pacifique en 1997.
- En 1997, CUSO et Inter Pares, en partenariat avec quatre ONG du Bangladesh, ont contribué à mettre la traite des femmes et des enfants à l'ordre du jour de la Réunion des chefs de gouvernement de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, ce qui a débouché sur une convention régionale portant sur cette question.
- Le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) a réuni les parties en conflit au Guatemala, en Afrique occidentale, au Burundi et en Haïti pour qu'elles apprennent les techniques de prévention des conflits et qu'elles élaborent des plans d'action.

internationaux — déforestation excessive, pollution de l'eau résultant d'une aquaculture intensive et droits des indigènes, par exemple. Faris Ahmed, défenseur de l'environnement et auteur, fait remarquer que les ONG canadiennes spécialisées dans l'environnement se sont taillées

une réputation enviable en contribuant à l'élaboration d'accords et de mécanismes internationaux. Malheureusement, ajoute-t-il, elles ont moins de crédibilité chez elles.

De même, les organisations préoccupées par la faim basent leurs activités sur une même compréhension des causes structurelles et politiques de la faim, tant dans le Nord que dans le Sud; le problème n'étant pas le manque de nourriture mais plutôt le manque de volonté politique de voir distribuée équitablement la nourriture disponible. Ces OSC affirment qu'ici comme ailleurs, les gouvernements doivent reconnaître le droit à une nourriture convenable comme un droit fondamental de l'être humain que devrait faire respecter la loi. Selon Graham Riches, directeur de l'École de service social à l'Université de la Colombie-Britannique, il s'agit plus d'un idéal que d'une réalité, étant donné qu'à l'heure actuelle 800 millions de personnes dans le monde souffrent de grave malnutrition et que 25 p. 100 de l'humanité vit dans la pauvreté absolue. En dépit de sa richesse, le Canada, en mars 1998 seulement, comptait plus de 700 000 personnes tributaires des banques alimentaires.

La dimension mondiale du problème a débouché sur la création de partenariats efficaces tant au Canada qu'à l'étranger, comme en témoignent le *Global Network on Food Security* et la Fondation internationale pour l'essor rural, qui se sont donnés pour mission de rendre plus visible le phénomène de la faim et de le légitimer comme objet de politique publique.

Dans le même ordre d'idées, Georges leBel, professeur de droit à l'Université du Québec à Montréal, déclare que les défenseurs canadiens des droits de la personne sont désormais présents sur la scène internationale parce qu'ils reconnaissent maintenant que des questions comme l'intégration économique et la libéralisation des échanges ont des effets directs sur les droits sociaux et économiques partout dans le monde, et que le progrès à cet égard exigera une collaboration et une solidarité plus étroites entre le Nord et le Sud.

C'est aussi de solidarité et d'action internationales dont on a besoin pour garantir la parité entre les sexes, ainsi qu'en ont pris de plus en plus conscience depuis vingt ans des OSC canadiennes comme le Comité canadien d'action sur le statut de la femme. Mais, ainsi que l'explique Deborah Stienstra, professeure de sciences politiques et de sociologie de la condition féminine à l'Université de Winnipeg, les groupes de femmes et les organisations de développement international ont encore trop tendance à faire bande à part. Pour être véritablement efficaces, il leur faudra créer des partenariats plus solides tant au Canada qu'à l'étranger.

Le rapport le plus complexe entre les OSC du Nord et du Sud se situe probablement sur le plan du commerce et des investissements, deux données clés dans les relations internationales du Canada. « Les Canadiens sont les champions du monde de l'organisation de contestations, de campagnes et de solutions de rechange aux projets de ce que l'on pourrait qualifier d'élite politique et économique mondiale », écrit John Foster, professeur en droits de la personne à l'Université de la Saskatchewan. Il est bien certain qu'avec leurs homologues internationaux, les Canadiens ont joué un rôle actif dans la lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement qui, de l'avis des OSC, renforçait les droits des investisseurs au détriment des décisions des gouvernements démocratiquement élus. Les OSC canadiennes ont aussi collaboré avec leurs homologues du Sud sur des questions touchant la santé et la sécurité des travailleurs, le droit à la syndicalisation et à la négociation collective, et des initiatives en matière de commerce alternatif.

Depuis longtemps, les OSC canadiennes sont solidaires des actions menées par les populations du Sud pour prévenir ou résoudre les conflits. Et comme le dit Jacques Bertrand, professeur de sciences politiques à l'Université de Toronto, ces organisations sont bien placées pour jouer un rôle déterminant dans la prévention des conflits, car elles sont très proches des populations

## LE SECTEUR CARITATIF : DONNÉES ET STATISTIQUES

- Les ONG canadiennes recueillent presque deux fois plus d'argent auprès des individus et des sociétés qu'elles n'en reçoivent du gouvernement, soit 302 millions de dollars US en dons individuels par comparaison à 153 millions de dollars US du gouvernement.
- Les OSC canadiennes font porter le gros de leurs efforts dans les régions les plus pauvres du monde — l'Afrique, suivie de l'Amérique latine et des Antilles, puis l'Asie.
- Les dons individuels aux œuvres de bienfaisance ont augmenté de 27 p. 100 entre 1986 et 1996.
- Près de 21 millions de Canadiens — soit 88 p. 100 de la population âgée de plus de quinze ans — contribuent financièrement aux œuvres de bienfaisance et aux organisations sans but lucratif.
- Près de 1,5 million de Canadiens donnent en moyenne 90 \$ aux organisations internationales.
- Les fondations canadiennes ne consacrent que 3 p. 100 environ de leurs subventions — soit aux alentours de 2 millions de dollars — aux causes internationales.

et des organisations locales. Mais, souligne-t-il, étant donné la complexité de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix, il ne faudrait pas exagérer l'efficacité des OSC dont le travail devrait être mieux coordonné tant entre elles qu'avec le gouvernement.

## Des difficultés similaires

En dépit de leurs différents objectifs et domaines d'intervention, les OSC canadiennes présentes à l'étranger font face à des difficultés remarquablement similaires, tant du point de vue de leur structure que dans leurs rapports les unes avec les autres, avec les gouvernements et avec les populations qu'elles veulent aider. Alison Van Rooy, rédactrice en chef du *Rapport canadien sur le développement 1999* et chercheure principale à l'Institut Nord-Sud spécialisée dans la société civile, recense quelques-unes des questions les plus aiguës : une faible volonté politique, des fonds réduits, un cadre réglementaire souvent désuet ou inadapté, une opinion publique superficielle et un secteur privé indifférent.

### **L'absence de volonté politique**

Que ce soit au chapitre de l'environnement ou des droits de la personne, de l'égalité des sexes ou de la sécurité alimentaire, ce sont les OSC qui ont tiré la sonnette d'alarme et éveillé l'intérêt du public pour ces questions. Mais les choses ne bougent pas vite : le problème réside dans l'absence de volonté politique conjuguée à un tragique manque de participation du public à l'élaboration des politiques. « Le défi, pour les ONG et les gouvernements, c'est d'énoncer un plus large programme prévoyant une plus grande participation — surtout dans des dossiers comme la finance, le commerce et le changement climatique à l'échelle internationale », explique Ahmed. « En générant une pression nationale suffisante, les OSC devraient amener les politiciens à répondre davantage de leurs actions. »

Et comme le fait observer Van Rooy, « les gouvernements dégraissés ne demandent pas mieux, semble-t-il, d'abandonner des responsabilités et de les confier à un secteur bénévole déjà surchargé ». Cette attitude ne s'est pas accompagnée de la volonté de débloquer suffisamment de fonds, ni de celle de faire participer pleinement le secteur du bénévolat aux débats politiques.

### **Le financement**

De nombreuses OSC canadiennes actives sur la scène internationale dépendent depuis longtemps des fonds que leur accorde le gouvernement fédéral, notamment par l'entremise de l'ACDI. Mais les coupes à répétition opérées dans les budgets d'aide au développement ont entraîné la

régression — sinon la disparition — de plusieurs ONG. Une plus grande rivalité pour obtenir un financement plus rare a amené certains groupes à modifier, voire dénaturer, leur mission en privilégiant parmi leurs activités celles les plus susceptibles d'être financées, ce qui a suscité chez beaucoup des craintes de récupération par le gouvernement. Et de fait, il est indéniable que la dépendance à l'égard des pouvoirs publics a contribué à la transformation graduelle de certaines organisations bénévoles en sous-traitants de services publics.

Dans certains domaines, comme la lutte contre la faim, le peu de moyens pour financer le travail de développement et de prévention s'est traduit par une présence plus sentie des programmes caritatifs et d'aide d'urgence ponctuels. Cette réponse de courte durée incite peu, et encourage moins encore, à investir dans des stratégies à long terme.

Réduire la dépendance à l'égard du gouvernement est crucial tant pour la liberté d'action des OSC que pour leur survie. En s'y efforçant, fait observer Van Rooy, quelques OSC, comme l'Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement (OCED), ont lancé des programmes à but lucratif destinés à financer leurs activités principales.

### **Le cadre réglementaire**

« La façon dont les organisations sont réglementées et taxées influe elle aussi sur leur capacité à créer des changements », déclare Van Rooy. Mais, à l'heure actuelle, la réglementation régissant l'obtention du statut d'œuvre de bienfaisance auprès de Revenu Canada entrave ou limite les activités politiques ou l'action sociale des OSC. Selon Van Rooy, il y a lieu de mettre à jour ce cadre réglementaire.

### **Une opinion publique superficielle**

Les dons aux organismes de charité du Canada témoignent d'un soutien marqué pour le travail des OSC tant ici qu'à l'étranger. Ce soutien, quoique généreux, est superficiel, signale Ian Smillie, rendant ainsi plus précaire le travail de l'ACDI et des OSC. C'est aussi cette précarisation qui a incité bon nombre d'OSC à privilégier les interventions d'urgence plus spectaculaires au détriment des efforts de développement à long terme. « Le manque de compréhension du public pourrait se révéler des plus préjudiciables pour les OSC qui tentent de créer des changements », précise Van Rooy.

### **L'indifférence du secteur privé**

Bien que le secteur privé soit un allié en puissance des OSC dans leurs démarches pour changer les choses, rares sont les organisations

œuvrant à l'échelle internationale qui ont établi des partenariats avec lui. Les statistiques sur le financement indiquent aussi que le secteur privé et les fondations canadiennes ont jusqu'à présent contribué fort peu financièrement au travail des OSC présentes sur la scène internationale. Au nombre des efforts notoires pour améliorer cette situation, Van Rooy cite ceux de la campagne *Imagine* menée par le Centre canadien pour la philanthropie.

## Transformer les organisations

« Les organisations qui cherchent à changer le monde ont souvent elles-mêmes besoin de changer », soutient Van Rooy. Elle et d'autres auteurs signalent encore d'autres défis et possibilités, notamment le besoin d'une formation permanente, d'une plus grande responsabilisation et de connaissances plus approfondies. Il est aussi essentiel de forger des partenariats plus équitables entre les OSC du Nord et du Sud.

### **La formation et le renforcement des capacités**

Étant donné la libéralisation des échanges, les mécanismes internationaux de l'ONU et la multiplication des accords multilatéraux, les OSC font face à des questions de plus en plus complexes. « L'analyse et la critique des ententes internationales demandent de l'expérience, une connaissance spécialisée et une "mémoire à long terme" », affirme Ahmed. Se doter de cette capacité est un défi important que doivent relever les OSC. Aussi faudra-t-il des fonds publics supplémentaires pour financer l'infrastructure des organisations du Sud et du Nord, soit les ressources administratives, la formation et l'équipement.

### **Une plus grande responsabilisation**

On a parfois accusé les organisations bénévoles d'être à la solde d'intérêts privés particuliers plutôt que d'agir dans l'intérêt du public. Pour faire taire ces accusations et renforcer leur légitimité, les OSC doivent montrer davantage qu'elles respectent des critères reconnus comme les codes de conduite. Il faut également qu'on les voie travailler aux côtés de ceux dont elles veulent influencer l'existence, déclare Van Rooy.

### **Le professionnalisme**

La diminution des subventions publiques, la persistance de la pauvreté outre-mer et les grands défis que doit relever le monde ont accentué le besoin d'efficacité et d'utilisation plus judicieuse des ressources. Il faut également améliorer les compétences du secteur bénévole. Il est cependant difficile d'accroître le professionnalisme

des ONG en raison tant des contributions limitées de l'ACDI à leurs frais administratifs que des attentes du public — alimentées d'ailleurs par les œuvres de bienfaisance elles-mêmes — qui veut qu'un pourcentage excessivement élevé des dons individuels profitent directement aux bénéficiaires des pays en développement.

Évaluer le travail accompli est également essentiel. Toutefois, « l'évaluation ne fait pas partie systémique de la culture des ONG canadiennes », affirme Smillie. Entre autres raisons, il y a la difficulté d'évaluer le développement social, le plus grand pouvoir donné, la participation ainsi que les moyens financiers et professionnels limités des OSC. Mais si l'on veut que les organisations tirent les leçons de leurs expériences pour devenir plus efficaces, l'évaluation est incontournable.

### **L'établissement de partenariats efficaces**

Comme on l'a déjà dit, de plus en plus d'OSC collaborent avec des partenaires nationaux et étrangers ou se joignent à de grandes coalitions. Néanmoins, nombreuses sont celles qui reconnaissent les difficultés associées au travail international et à ce genre de partenariats, notamment les missions et les engagements qui diffèrent; les priorités concurrentes au chapitre des ressources et du financement; le « stress » de l'entretien de coalitions; et l'absence de visions communes à long terme.

Des problèmes surviennent également lorsque les gouvernements du Nord subventionnent directement les ONG du Sud en contournant les OSC intermédiaires du Nord. S'il est évident que ce type d'intervention menace la survie de ces dernières, elle peut aussi nuire aux partenaires du Sud qui se trouvent ainsi privés de voix pour les défendre dans le Nord et de moyens d'obtenir l'appui du public. L'évolution des modalités de financement souligne le besoin d'élargir les relations Nord-Sud afin qu'elles deviennent plus que de simples projets et qu'elles dépassent les questions d'argent pour se transformer en campagnes et projets communs, tant au Canada que sur la scène internationale.

Le *Rapport canadien sur le développement 1999* insiste sur le fait que les Canadiens ont un rôle important à jouer dans le changement mondial. « Ce que font les gens à titre individuel est important », affirme Van Rooy. « Sans la participation individuelle, la société civile devient une arène déserte. » Le défi, souligne-t-elle, « consiste à étendre cette participation des collectivités locales à la communauté mondiale ».

« [...] si nous voulons que les organisations de la société civile aident à cimenter les sociétés de demain, elles doivent jouer un rôle plus important dans l'ordre du jour des politiques publiques d'aujourd'hui. »

Sharon Capeling-Alakija,  
coordonnatrice des  
Volontaires des  
Nations Unies

# RAPPORT CANADIEN SUR LE DÉVELOPPEMENT 1999 : LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE CHANGEMENT MONDIAL

*Le Rapport canadien sur le développement 1999 : La société civile et le changement mondial (RCD 1999)* fait le tour de l'activité des organisations de la société civile (OSC) du Canada sur le plan international, étudie leurs tactiques et leurs motivations, et présente certains de leurs plus grands succès. Le rapport analyse également les contraintes et les grandes questions auxquelles font face ces organisations dans leurs démarches pour créer un monde plus juste. Rédigé à l'intention des étudiants, des universitaires, des intervenants en développement international et de tous ceux et celles qui s'intéressent aux travaux des organisations bénévoles, le *RCD 1999* adresse aussi bien félicitations que critiques et propose également des recommandations aux gouvernements, aux OSC et aux Canadiens.

En outre, le *RCD 1999* comprend des annexes statistiques qui traitent du financement des organisations de la société civile canadiennes et présentent les mouvements d'argent, de biens et de personnes entre le Canada et les pays du Sud.

Le *RCD 1999* est le troisième volume de la série annuelle publiée par l'Institut Nord-Sud consacrée aux rapports dynamiques que le Canada entretient avec le monde en développement. Le *RCD 1999* s'inscrit dans le cadre général des recherches de l'Institut sur la société civile et le bon gouvernement à l'échelle mondiale. Pour en savoir plus sur l'Institut Nord-Sud, ses programmes et ses publications, consulter son site Web à : <http://www.nsi-ins.ca>.

## Table des matières

### **Avant-propos**

*Sharon Capeling-Alakija, coordonnatrice des  
Volontaires des Nations Unies*

### **Chapitre un : Pourquoi, la société civile ?**

*Alison Van Rooy*

### **Chapitre deux : Le développement international et la société civile**

*Ian Smillie*

### **Chapitre trois : Le défi commun de l'environnement**

*Faris Ahmed*

### **Chapitre quatre : La bataille pour la souveraineté alimentaire**

*Graham Riches*

### **Chapitre cinq : Défendre les droits de l'Homme !**

*Georges leBel*

### **Chapitre six : La société civile et la prévention des conflits**

*Jacques Bertrand*

### **Chapitre sept : Pour l'égalité des sexes dans le monde**

*Deborah Stienstra*

### **Chapitre huit : La société civile canadienne devant la « constitution économique mondiale »**

*John Foster*

### **Chapitre neuf : L'art de changer les choses**

*Alison Van Rooy*

### **Les organisations de la société civile et leur financement au Canada**

*Compilation de Judy Meltzer avec Alison Van Rooy*

### **Annexe statistique**

*Compilation de Kerry Max avec Ken Horricks*

**ISBN 1-896770-28-2**

Le *Rapport canadien sur le développement 1999* est disponible auprès de :

**Renouf Publishing Co. Ltd.**

**5369, chemin Canotek, unité 1**

**Ottawa (Ontario) Canada K1J 9J3**

**Tél. : (613) 745-2665**

**Télééc. : (613) 745-7660**

**Courriel : [order.dept@renoufbooks.com](mailto:order.dept@renoufbooks.com)**

**Site Web : <http://www.renoufbooks.com>**

Prix : 35 \$ CAN (comprend le cédérom gratuit des *RCD 1996-1997, 1998 et 1999*)

Version cédérom : 15 \$

This publication is also available in English under the title *Canadian Development Report 1999: Civil Society and Global Change (ISBN 1-896770-27-4)*.

# L'INSTITUT NORD-SUD



## LA RECHERCHE POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Depuis plus de vingt ans, l'Institut Nord-Sud s'est taillé une réputation pour ses recherches et ses analyses bien pensées de la politique étrangère du Canada, pour s'être exprimé avec indépendance sur l'importance urgente à accorder aux dossiers du développement dans le monde et, enfin, pour les avoir portés à l'attention du public et des décideurs canadiens. Créé en 1976, l'Institut Nord-Sud est le seul institut de recherches canadien, non gouvernemental et indépendant, qui s'intéresse en priorité au développement international.

Les recherches de l'Institut vont dans le sens des efforts mondiaux visant à renforcer la coopération dans le développement international; à améliorer le bon gouvernement à l'échelle mondiale; à favoriser la parité entre les sexes, la justice sociale et la responsabilité des

sociétés commerciales dans la mondialisation du marché; et à prévenir les conflits. L'Institut fait connaître les résultats de ses recherches — grâce à des publications, des séminaires et des conférences — aux responsables politiques, aux éducateurs, aux chefs d'entreprise, aux médias ainsi qu'aux groupes et aux individus que ces questions intéressent afin de mieux faire comprendre les problèmes et de favoriser des discussions informées sur les enjeux et les perspectives auxquels font face le Canada et les pays du monde en développement.

Institution sans but lucratif, indépendante et non partisane, l'Institut collabore avec tout un ensemble d'organismes canadiens, étrangers et internationaux. Il est constitué en organisme de bienfaisance en vertu de la Loi sur le revenu (no 11924 7807).



L'Institut Nord-Sud

**L'Institut Nord-Sud**  
55, rue Murray, bureau 200  
Ottawa (Ontario) Canada K1N 5M3  
Tél. : (613) 241-3535  
Télec. : (613) 241-7435  
Courriel : [nsi@nsi-ins.ca](mailto:nsi@nsi-ins.ca)  
Site Web : <http://www.nsi-ins.ca>